

NICOLAS VÉRON

Senior Fellow à Bruegel et au Peterson Institute for International Economics

Je vous remercie et je tiens à remercier tout particulièrement la World Policy Conference, en particulier Thierry et Song-Nim, de m'avoir invité. C'est particulièrement un privilège de siéger dans ce panel sous la présidence de Jean-Claude Trichet, qui est également le président honoraire de Bruegel, et vous avez mentionné mes affiliations dans cette institution Jean-Claude. Je souhaiterais également m'excuser d'être encore un homme supplémentaire dans un panel entièrement masculin. J'ai conscience de participer à une situation qui n'est clairement pas idéale, mais c'est là où nous sommes aujourd'hui.

La question est de savoir si l'ordre économique international est en train de s'effondrer. Je vais tenter à mon tour de répondre, et ma réponse est non. Il y a toutes les raisons de s'alarmer à l'heure actuelle, je pense que nous avons tous beaucoup d'éléments d'inquiétude en tête qui ont déjà été analysés par de nombreux participants. La caractéristique principale de la période actuelle est une énorme incertitude : même à très court terme, nous manquons d'informations sur beaucoup de points essentiels. Ce qui s'est passé en Chine au cours des dernières semaines en est une piqûre de rappel. Il y a quelques fondamentaux par lesquels nous observons le monde pour lesquels nous manquons de certitude, et bien sûr, le changement climatique en fait partie, c'est un défi colossal et pour l'instant, nous perdons la course contre la montre pour trouver des solutions.

Je souhaite donc être très clair, je ne prêche pas du tout la complaisance. Mais nous ne voyons pas d'effondrement de l'ordre mondial à l'horizon. Je pense que l'ordre économique international se montre en vérité d'une résilience surprenante. Que s'est-il passé cette année ? J'étais à la World Policy Conference l'an dernier, également à Abou Dabi de l'autre côté de la ville, et nous avons vécu depuis des événements extraordinaires. La Russie a envahi l'Ukraine, et par conséquent la Russie s'est retrouvée isolée, en grande partie exclue du système international. Ce cantonnement hors du système économique international est à l'opposé d'une situation où ce conflit aurait précipité la chute du système en question. Je ne pense pas que quiconque ait exprimé le cœur du problème aussi bien que Martin Kimani, ambassadeur du Kenya auprès des Nations Unies, deux jours avant l'invasion. Comme beaucoup d'entre vous s'en souviennent probablement, il a avancé l'argument que ce que la Russie menaçait de faire, c'est-à-dire envahir l'Ukraine, était un défi absolument fondamental à toutes les normes qui nous unissent sur cette planète. La réponse en termes d'institutions économiques internationales a été vigoureuse, mais selon moi proportionnelle à l'exceptionnelle violation des normes dont nous avons été témoins : à violation extraordinaire, réponse extraordinaire.

Intéressons-nous un instant à ce que j'appelle la résilience. L'OMC, ainsi que M. Paugam nous l'a rappelé, est toujours là et bien là même après l'assaut de l'administration Trump. À mes yeux, nous avons eu un excellent sommet du G20 à Bali, ce qui illustre en quelque sorte ce

dont je parle. La déclaration finale de ce sommet incluait des termes forts, plus que ce que le monde attendait, et je pense qu'il faut applaudir sur ce point la présidence indonésienne du G20. Concernant les institutions de Bretton Woods, John Lipsky nous a rappelé les défis et la nécessité pour le cadre commun de progresser car à l'heure actuelle, nous sommes un peu empêtrés. Cependant, je pense que si vous regardez par exemple l'annonce de la restructuration de la dette de la Zambie, il y a un potentiel d'évolutions constructives. C'est particulièrement vrai pour le principal défi du FMI à l'heure actuelle, qui est l'interaction entre les prêts de la Chine à un certain nombre de pays émergents et en développement et le cadre traditionnel personnifié par le Club de Paris. Je ne dis pas que le problème est résolu, mais les pires scénarios ne se sont pas matérialisés. Sur un autre front, quelqu'un du public a mentionné que la banque mondiale est toujours dirigée par une personne dont les positions sont proches du déni sur le changement climatique, mais cela reste une institution puissante.

Parlons finance car c'est le domaine que je maîtrise le plus. L'accord Basel III sur les exigences, leviers, liquidité et tests pour les capitaux bancaires a été un énorme succès international. Il a été implanté d'une façon beaucoup plus généralisée au niveau mondial que l'accord antérieur Basel II. Malheureusement, l'Union européenne n'est toujours pas en conformité mais la plupart des autres juridictions le sont, et je pense que ça a offert une grande résilience au système financier, au système bancaire, comme nous l'avons vu avec le choc du Covid-19 et le choc de la guerre en Ukraine. Pour faire écho à ce que je disais sur la violation des normes internationales par la Russie, la Banque des règlements internationaux a issu des sanctions internationales pour la première fois envers un de ses membres, la Russie, qui est également un membre du Conseil de stabilité financière. Je suis d'avis que cela démontre l'efficacité de la discipline collective dans ce système. Je n'ai pas connaissance que la BRI ait jamais pris part à des opérations de sanctions internationales, à la possible seule exception du gel des atouts de la banque centrale de Yougoslavie, mais la Yougoslavie avait alors cessé d'exister. Nous avons également pu constater qu'aucun défi envers l'ordre économique et financier international n'a été couronné de succès. Je ne vais pas m'étendre sur le sujet de la cryptomonnaie, mais nous ne voyons actuellement aucune tentative victorieuse de remplacer l'infrastructure primaire du système financier mondial, les paiements par message via SWIFT, le règlement des transactions de change par le Groupe CLS ou les infrastructures similaires, que ce soit depuis la Russie ou la Chine, même si leurs environnements respectifs sont très différents. Enfin, comme Gabriel Felbermayr l'a mentionné, grâce aux efforts de l'OCDE, nous voyons même des progrès sans précédents, encore inachevés bien sûr, dans un domaine qui ignorait complètement jusqu'alors ce type de coopération collective : la taxation. C'est une affaire inachevée, pour le dire gentiment, mais je pense que le fait qu'il ait même été possible d'initier ces progrès est un pas en avant dans des circonstances difficiles.

Bien sûr, l'Union européenne, dont je suis issu, et qui est l'exercice le plus avancé de coopération économique et politique supranationale, a été construite sur le rejet du nationalisme économique, en démarrant avec l'acier et le charbon. Elle a fait face à une crise existentielle mais l'a surmontée. La perte du Royaume-Uni a été importante, mais selon de nombreux paramètres, l'UE est à présente plus forte que jamais. Nous avons pu constater cette résilience avec le programme d'emprunt et de dépense NextGenerationEU, qui marque la première fois

où l'UE est capable de s'auto-financer à cette échelle au niveau européen, avec une redistribution parmi ses membres.

Comme je l'ai dit précédemment, il ne s'agit pas de tomber dans la complaisance. Néanmoins, nous n'avons pas besoin de remplacer ce système, et je pense que cela fait écho à ce que Qiao Yide disait à l'instant. La Chine ne demande pas à ce que le système soit remplacé, elle demande à juste titre qu'il soit transformé et réformé ; je parle ici du discours officiel de la Chine. Je souhaiterais rajouter un dernier élément, sans répéter les nombreuses idées de réforme qui ont déjà été mentionnées : en tant qu'Européen, je pense que les Européens ont le devoir d'être proactifs et de créer l'espace nécessaire pour inclure d'autres juridictions dans un monde en mutation, peut-être en faisant écho à ce que disait Aminata Touré lors du premier panel. Quand on regarde les institutions que je connais le mieux, la BRI, le Comité de Bâle, le Conseil de stabilité financière, les Européens sont clairement sur-représentés dans ces infrastructures. Il n'y a absolument aucune raison d'avoir sept pays individuels de l'Euro zone au Comité de Bâle en plus de la BCE. Cela doit changer, et les Européens doivent prendre l'initiative d'offrir une représentation bien plus équilibrée, en particulier avec l'Asie orientale ainsi que le Moyen Orient, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Je vais m'arrêter là.

Jean-Claude Trichet, vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Merci beaucoup pour ce puissant plaidoyer envers les Européens pour qu'ils soient moins nombreux tout en restant aussi influents qu'ils ne le sont dans beaucoup de ces groupes.